

# La crise des SDF en Grande-Bretagne

## Partage international n° 365 - Février 2019

par Graham Peebles

Le problème des sans-abri va croissant en Grande-Bretagne, en même temps que la pauvreté et les inégalités s'accroissent. C'est le résultat de politiques d'austérité prolongées, introduites après l'effondrement bancaire de 2009<sup>1</sup>. Depuis que le parti conservateur est arrivé au pouvoir en 2010 avec un gouvernement de coalition, et qu'il s'y est maintenu en 2015 avec le soutien du parti unioniste démocrate (nord-irlandais), le nombre de SDF a fortement augmenté, tout particulièrement en Angleterre.

Il est impossible d'obtenir des statistiques précises ; cependant, les chiffres connus, qui excluent les « sans-abris invisibles » et sous-estiment donc l'échelle de cette crise grandissante, montrent un tableau désolant. Le *Guardian* rapportait en novembre dernier que, selon des recherches conduites par l'association pour le logement Shelter (l'Abri), « *il y a au moins 320 000 SDF en Grande-Bretagne* », soit 26 000 de plus qu'en 2016.

En 2010, l'Angleterre comptait officiellement 1 768 personnes dormant dehors, et 48 000 foyers vivant dans des hébergements temporaires. En 2018, un rapport du Comité des comptes publics dénombrait 9 100 personnes dormant dans la rue, et un autre rapport émanant de la Chambre des communes comptait 79 880 foyers dans des hébergements temporaires, pour la seule Angleterre. Ce rapport indique que « *c'est la 27<sup>e</sup> fois consécutive que le nombre de foyers en situation d'hébergement temporaire augmente comparé au même trimestre de l'année précédente* ». Cela représente une augmentation de 65 %. Ces foyers comptent 123 230 enfants. Quasiment deux-tiers des foyers ont été placés dans des hébergements temporaires à Londres. Selon l'organisme national des audits (le NAO), cette augmentation considérable de personnes dans les hébergements temporaires (détenus par des propriétaires privés) est due à l'augmentation des loyers ainsi qu'à la réduction des allocations logement. Le plus souvent, un logement temporaire consiste en une chambre (ou plusieurs) dans un hôtel ou un foyer privé ; en 2017, le NAO a estimé que cela

coûtait 960 millions d'euros par an aux administrations locales. Comme l'a clairement dénoncé la Local Government Association, l'utilisation de logements temporaires est à la fois perturbante pour les familles qui y sont placées et intenable financièrement.

Une personne dormant dans une entrée d'immeuble est d'évidence sans domicile, mais une personne dormant sur un canapé chez des proches est également considérée sans domicile fixe (les sans-abris invisibles), de même si elle vit dans un logement temporaire fourni par les autorités locales. Les mairies ont l'obligation légale de loger certaines personnes – comme les femmes enceintes, les parents avec jeunes enfants et les personnes vulnérables (les personnes seules répondent rarement aux critères). Si, après examen du dossier, la municipalité conclut qu'elle n'a pas d'obligation légale à pourvoir un logement, aucune solution permanente n'est offerte et le logement temporaire est retiré. Une seule option reste alors : trouver quelque chose dans le secteur privé, ce qui devient de plus en plus difficile en beaucoup d'endroits, à la campagne comme à Londres et dans d'autres grandes villes. Les loyers (et les cautions) sont élevés et les propriétaires sont de plus en plus regardants, refusant de louer aux gens qui vivent des allocations, exigeant un garant, et n'offrent que des locations garanties à courte durée (les AST, qui sont la norme en Grande-Bretagne).

Le gouvernement Thatcher a introduit les AST dans la loi sur le logement de 1988. Avant cela, les locations « équitables » (à opposer aux locations au prix du marché) et protégées existaient, garantissant une grande sécurité pour le locataire. La législation thatchérienne a changé tout cela : les AST (habituellement d'une durée de 6 mois) ne garantissent aucune sécurité au locataire, et n'établissent pas de limite au prix de la location, en ligne avec la maxime néolibérale. Par conséquent, la plupart des propriétaires facturent autant qu'ils le peuvent, beaucoup n'entretiennent pas correctement leur bien, et ils peuvent légalement, et littéralement, augmenter le loyer et demander le départ des locataires quand ils veulent. La fin d'un contrat d'AST est une des causes les plus communes de l'absence de domicile fixe.

### Incidence de l'austérité

Ceux qui reçoivent les allocations publiques ou dont le salaire est bas peuvent demander des allocations logement nationales, versées par les administrations locales pour aider à payer les loyers. En 2010, choqué par le montant du budget des allocations logement nationales, le gouvernement de coalition a entrepris de réformer les allocations logement locales (LHA) pour les locataires « *du secteur locatif privé et dérégulé* », le mot-clé étant ici dérégulé. En même temps que des coupes plus vastes dans les dépenses publiques, la réforme a plafonné le montant des LHA. La LHA est maintenant fixée bien en dessous du prix des loyers du privé, provoquant accumulation des arriérés et expulsions. Selon l'association *Crisis*, qui œuvre pour les SDF : « *Tout montre que la réforme des allocations logement locales a eu un impact majeur, conduisant à la rue nombre de locataires expulsés.* »

La réforme n'a pas prévu de réguler le marché privé de l'immobilier et les loyers exorbitants exigés par la cupidité de certains propriétaires. Au contraire elle a pénalisé les locataires et mis en place un système qui, couplé au gel des allocations et au manque patent de logements sociaux, a causé une augmentation alarmante du nombre de sans domiciles fixes. Autre exemple de l'incompétence du gouvernement ou de la volonté d'accentuer les difficultés sociales. Selon l'association *Shelter*, si le gel des allocations logement nationales est maintenu jusqu'en 2020, comme prévu par le gouvernement « *plus d'un million de foyers pourraient être expulsés de chez eux, dont 375 000 comportent au moins une personne ayant un emploi* ».

Le plafonnement des allocations logement ne représente qu'un aspect du programme d'austérité économique du gouvernement. Il porte un coup violent aux membres les plus pauvres de la société britannique. L'austérité est un choix idéologique, non une nécessité économique. Des réductions budgétaires ont été imposées de la plus sévère des manières aux administrations locales, aux écoles, au service national de santé, à la police et au service des allocations... Avec pour conséquence l'augmentation des expulsions et des difficultés économiques. Les banques alimentaires gérées par la fondation *Trussel* ont fourni 1,3 million de colis alimentaires en 2017, soit 13 % de plus qu'en 2016. Avant la crise économique de 2008-2009, les banques alimentaires étaient pratiquement inexistantes en Grande-Bretagne. Selon l'association *Shelter*, plus de 130 000 enfants SDF vivaient dans des logements temporaires à Noël, dont au moins 10 000 se trouvaient dans des hôtels ou des foyers « *avec leurs familles, où, dans bien des cas, ils ont été placés dans une chambre unique, partageant les sanitaires et les*

*cuisines avec les autres résidents. En tout, 50 000 enfants de plus qu'il y a cinq ans sont sans domicile fixe en Angleterre, au pays de Galles et en Ecosse, soit une augmentation de 59 %* ».

Le gouvernement conservateur ne fait rien pour réduire le problème, au contraire, ses politiques l'attisent. Meg Hillier, parlementaire travailliste qui préside le Comité des comptes publics, considère que l'approche du gouvernement pour s'attaquer au problème des SDF est un « *terrible échec* ».

## **Le droit au logement**

Se trouver sans domicile fixe est une des expériences les plus déstabilisantes et les plus douloureuses que l'on puisse traverser, et dans certains cas elle mène à une mort prématurée. Selon les recherches du Bureau of Investigative Journalism (Agence du journalisme d'investigation, BIJ), 449 SDF sont morts en 2017 dans les rues ou dans les logements temporaires du Royaume-Uni. On découvre les corps dans des entrées de commerces, dans des foyers et sous des tentes. Certains sont morts depuis des mois, et des examens médico-légaux sont nécessaires pour retrouver leur identité. Aucune organisation officielle ne comptabilisant les décès de sans-abris en Grande-Bretagne, les chiffres compilés par le BIJ sous-estiment probablement leur nombre.

Outre le risque vital, l'absence de domicile nourrit des insécurités psychologiques et physiologiques, et place la personne dans des situations de danger physique, érode toute estime de soi et cause des maladies tant physiques que mentales. D'après l'association *Crisis*, 46 % des gens sans domicile souffrent d'un problème de santé mentale, contre 25 % dans l'ensemble de la population. Toutefois, bien que ce chiffre soit déjà très élevé, il se trouve que quand on les interroge, ce sont 86 % des SDF qui déclarent souffrir d'un problème de santé mentale. Aussi n'est-il pas surprenant que les recherches montrent que « *quand le logement d'une personne se stabilise, le taux de problèmes mentaux graves diminue* ».

Les personnes dormant dans la rue et les mendiants sont systématiquement ignorés et traités avec dédain. La police a ordre de les faire circuler, pour rendre invisibles les difficultés sociales des quartiers cossus - c'est mauvais pour l'image des villes - et l'architecture hostile rend difficile de dormir dans la rue. L'association *Shelter* rapporte que les trois principales raisons qui poussent les gens à la rue sont : « *Les parents, amis ou proches qui ne veulent ou ne peuvent plus continuer à les héberger, les ruptures conjugales qui incluent les violences*

*domestiques, et la perte d'une location AST.* » Ces causes, tout le monde peut en être victime et elles ne devraient pas rendre les gens SDF. Bien entendu, dans une société saine et organisée autour de la compassion, l'absence de domicile n'existerait même pas.

Le logement, comme l'éducation scolaire et la santé, devrait être gardé des folies du marché ; il devrait y avoir des limites aux loyers que les propriétaires peuvent demander, et un programme national de construction de logements sociaux devrait être mis en place par les mairies, pas par les associations. En même temps, les durées de location doivent être allongées, les droits des locataires renforcés, et les locations « équitables » réintroduites.

Une maison ou un appartement est un logement, et un logement est un droit humain fondamental, inscrit comme tel dans le triomphe de l'humanité, la Déclaration universelle des Droits de l'homme. Ce n'est pas un investissement financier, et il ne devrait pas être vu comme tel. A la racine de la crise du logement en Grande-Bretagne et ailleurs, se trouve le poison de la marchandisation : que ce soit une maison ou une forêt, une cour de récréation, le bâtiment d'une bibliothèque ou un parc public, tout est regardé en termes financiers, combien ça « vaut » c'est-à-dire combien est-on prêt à payer. Le résultat en est la marchandisation de tous les domaines de la vie, y compris le logement, et la promotion d'une

hideuse façon de vivre basée sur la cupidité matérielle et le profit financier, peu importe l'impact sur les gens ou sur l'environnement.

Cette approche de la vie prenant racine dans l'idéologie, est au cœur de beaucoup de nos problèmes, si ce n'est de tous. Cela inclut le problème le plus urgent de notre époque, la catastrophe environnementale. Les politiques gouvernementales mettent systématiquement de l'huile sur le feu, les politiciens manquent de vision et d'imagination, mais c'est l'idéologie socio-économique qui sous-tend et qui tisse ces politiques qui est en cause. Le système et les valeurs qu'il promeut doivent être fondamentalement changés, et un nouvel ordre doit être introduit, qui cultive la justice sociale, la coopération et la tolérance.

1. Le Royaume-Uni a été bien plus durement touché par la crise de 2008 que la France.

**Auteur :** Graham Peebles, écrivain indépendant britannique et travailleur caritatif, il a créé l'ONG The Create Trust en 2005 et a mené des projets éducatifs en Inde, au Sri Lanka, en Palestine et en Ethiopie.

**Thématiques :**

**Rubrique :** [Divers](#) ()